

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 NOV. 2022**  
**en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement,**  
**à l'encontre de la SARL Ardoisière de Dourgne, exploitant une carrière d'ardoises**  
**située lieu-dit Litmagé – 81110 Dourgne,**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 autorisant la SARL Ardoisière de Dourgne sise 6 Allée des Soupirs – 48000 MENDE, à exploiter une carrière d'ardoises lieu-dit « Litmagé » de la commune de Dourgne (81) ;
- Vu** l'article AP 6 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 susvisé, qui dispose : *« Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG11 du titre "Dispositions Générales" du présent arrêté »* ;
- Vu** l'article DG 11 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 susvisé, qui dispose : *« L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspection des installations classées »* ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 27 octobre 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 13 septembre 2022, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- En plusieurs endroits, le périmètre d'autorisation est délimité uniquement par des blocs rocheux. Il n'existe pas de panneaux signalisant la carrière en chaque point d'accès ;
- Certains accès ne sont pas clôturés (délimitation par des blocs et absence de délimitation physique côté Nord du site) ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles AP6 et DG11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement de mettre en demeure la SARL Ardoisière de Dourgne de respecter les dispositions des articles AP 6 et DG 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

## **ARRÊTE**

### **Article 1er :**

La société Ardoisière de Dourgne sise 6 Allée des Soupirs – 48000 MENDE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles AP6 et DG11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.

### **Article 2 :**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu à cet article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Article 4 :**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Dourgne en vue de l'information des tiers.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées, le maire de Dourgne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant .

Albi le 29 NOV. 2022

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,



François PROISY